

Maître d'Ouvrage

**Assistance Publique
Hôpitaux de Marseille****Direction du Patrimoine des
Travaux des Services
Techniques et de la Sécurité
des Sites**

80, Rue Brochier
13005 MARSEILLEAssistance Technique /Economiste**ALPHA-I &CO**ZI La Palun Avenue de Nice
13120 GARDANNE**FLUIDES INGENIERIE SERVICES**Creacti Bât A 58 Av des canniers
13400 AUBAGNE**COMEBAT**140 Chemin de Saint Martin
13420 GEMENOS

Coordination SPS

Conception et Réalisation

**SEGULA ENGINEERING
France**

Technoparc des Florides
3, Avenue Jacqueline Auriol
Le Floricity Bât B
13700 MARIGNANE
Tel : 06 26 78 87 94
Coordonnateurs SPS :
Titulaire : ANTONA Vincent

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Sécurité et protection de la santé

**AP-HM
HOPITAL DE LA TIMONE
264, RUE SAINT PIERRE
13005 MARSEILLE**

INSTALLATION D'UN ACCELERATEUR DE PARTICULES BATIMENT E REZ-DE-CHAUSSEE

MODIFICATIONS ET EVOLUTION DU PGC AU COURS DE LA PHASE CONCEPTION ET REALISATION		
DATE	INDICE	MODIFICATIONS APORTEES
15/03/2018	A	Rédaction initiale du document, Phase conception
29/05/2018	Ab	Rédaction initiale du document, Phase conception

DATE	INDICE	MODIFICATIONS APORTEES
15/03/2018	A	Rédaction initiale du document, Phase conception
29/05/2018	Ab	Rédaction initiale du document, Phase conception

Établi conformément aux articles R.4532-42 à R.4532-51 de la Section 4 du décret
94.1159 du 26/12/1994

NOTA : le Plan Général de coordination SPS doit être remis par Maître d'Ouvrage à tous les intervenants avant le démarrage des travaux, ainsi qu'après tout nouvel indice de modification et en cours de travaux.

SOMMAIRE


INTRODUCTION	4
PREAMBULE	6

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

A – PRESENTATION DU PROJET	8
B – DESCRIPTION DU PROJET PRODUCTION	8
C – NATURE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION	8
D – ENVIRONNEMENT ET SERVITUDES	9
E – MOYENS ET AUTORITES DONNES AU COORDONNATEUR PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	10
F – OBLIGATIONS PARTICULIERES DES INTERVENANTS EN MATIERE SPS	11
G – LA DECLARATION PREALABLE	11
H – RENSEIGNEMENTS COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE	11
I – AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES	11

II. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

A- DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES	12
B – PRINCIPES DE BASE SUR LE CHANTIER	13
C – SUJETIONS DES CONTRAINTES D'EXECUTION DE L'INFRASTRUCTURE	13
D – ACCES AU CHANTIER	13
E – INSTALLATION DE CHANTIER	15
F- LES MANUTENTIONS SUR LE CHANTIER	15
G – LES ZONES DE STOCKAGE	16
H – NETTOYAGE DE CHANTIER	18
I – OBLIGATION DES ENTREPRISES A L'EGARD DE LEUR PERSONNEL ET DE TOUS LES INTERVENANTS	18
J – MODALITE D'ACCUEIL DES ENTREPRISES ET DE LEUR PERSONNEL	19
K – LOCAUX DES ENTREPRISES ET DE LEUR SALARIES	19
L – MOYEN DE COMMUNICATION DU CHANTIER	20
M – ELECTRICITE ET BRANCHEMENT RESEAUX DU DE CHANTIER	20
N – ECLAIRAGE DE CHANTIER	21
O – PROTECTION INCENDIE	21
P – PROTECTION COLLECTIVE	21
Q- PROTECTION INDIVIDUELLE	22

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 3 / 31

R - AUDIT

S – SIGNALISATION23

T – PLANNING GENERAL D’EXECUTION23

III. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT..... 24

A – CANTONNEMENT.....31

B – NETTOYAGE DU CHANTIER30

IV. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L’OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L’EVACUATION DES PERSONNELS 26

A – ORGANISATION DES SECOURS.....26

B – RISQUE INCENDIE27

V. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

A- ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAITRE D’OUVRAGE29


B – VISITE D’INSPECTION COMMUNE.....30

C – PPSPS DES ENTREPRISES INTERVENANTES30

D – SOUS TRAITANCE31

VII. ANNEXES 32

ANNEXE 2 :

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 4 / 31

INTRODUCTION

1.1. Préambule

Le présent document a pour objet de présenter et de définir l'organisation générale liée au chantier :
«Installation d'un Accélérateur de Particules Batiment E au Rez-de-Chaussée à l'Hôpital de la Timone»

Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n°14-18 du 31 Décembre 1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n°92-57 du 24 Juin 1992.

Objet du Plan Général de Coordination Sécurité Santé (Art R4532-42 à 51)

Sa vocation est de rassembler, à l'attention des entreprises, toutes les informations utiles à l'hygiène et à la sécurité des personnes pendant la réalisation des travaux.

Le but est de prévenir les risques découlant des activités simultanées de plusieurs intervenants, ou de la succession de leurs activités au même emplacement.

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son Décret d'application 94-1159 du 26/12/94.

Le PGC établi pour l'opération **Installation d'un Accélérateur de Particules Batiment E au Rez-de-Chaussée à l'Hôpital de la Timone - Marseille** doit permettre à chaque entreprise extérieure de connaître l'environnement, les règles de sécurité du chantier et d'établir son PPSPS qui sera tenu à disposition de tous (Campus de chantier), et mise à jour dès que de besoin.

1.2. Les Principes Généraux de Prévention (Art. L 4531-1 alinéas 1 et 2/ L4531-2)


Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, le Coordonnateur et les Entreprises doivent mettre en œuvre à tout moment les Principes Généraux de Prévention :

- 1) EVITER les risques ;
- 2) EVALUER les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3) COMBATTRE les risques à la source ;
- 4) ADAPTER le travail à l'homme (*) ;
- 5) TENIR COMPTE de l'état d'évolution de la technique ;
- 6) REMPLACER ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7) PLANIFIER la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- 8) PRENDRE des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9) DONNER les instructions appropriées aux travailleurs (*).

(*) ne concernent que les entreprises.

Il est rappelé que le Code du Travail prévoit de lourdes sanctions pour ceux qui ne tiendraient pas compte de ces Principes Généraux de Prévention.

Cette mission n'enlève en rien la responsabilité propre de chaque entreprise en matière d'Hygiène et de Sécurité.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 5 / 31

1.3. Textes réglementaires (listes non exhaustive)

- Code du Travail
- Décret 65-48 du 08/01/65 : Hygiène et Sécurité dans les travaux de Bâtiment et de travaux Publics
- Décret N° 79-228 du 20/03/79 : Formation à la Sécurité des Travailleurs
- Décret du 14/11/88 : Electricité
- Loi 91-1414 du 31/12/91 : Prévention des risques
- Décrets d'application L .4537-1 alinéas 1 et 2, L .4531-2
- Décret N° 92-958 du 03/09/92, complété par les arrêtés des 29 janvier et 15 juin 93 : Limitation des manutentions manuelles
- Décret 2005-746 : définit les valeurs limites de vibration
- Instruction DRT 93-13 du 18/03/93
- Circulaire DRT 93.22 du 22/09/93
- Loi 93-1418 du 31/12/93 : Chantiers temporaires et mobiles, intégration de la Sécurité et Organisation de la Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé lors des opérations de Bâtiments et de Génie Civil
- Décrets d'application L 4532-2,-3,-4 ...
- Décret du 01/09/04 et directive du 21/12/04 : Echafaudages et travaux en hauteur
- Décrets du 1^{er} mars et du 3 mars 2004, et circulaire DRT 2005-04 du 24 mars 2005 : Vérification des engins de levage.
- Décret 2006-892 du 19/07/2006 : risque d'exposition au bruit
- Décret de 1991 et arrêté de 1994
- Circulaire du 15/02/2000 : Planification de la gestion des déchets de chantier du BTP
- Arrêté du 25/02/2003 : Liste des travaux à risques particuliers
- Arrêté des 5 et 6/11/1992 : signalisation routière de travaux
- Arrêté du 4/11/1993 : signalisation de sécurité et de santé
- Risques santé : amiante, plomb et la légionellose
- Dispositions Générales de la CARSAT et de la CNAMTS
- Recommandations de la CARSAT
- Règlements Sanitaires Départementaux

PREAMBULE**MAITRE D'OUVRAGE**

ASSISTANCE PUBLIQUE DES HOPITAUX DE MARSEILLE

Responsable : Mr, Samir SLAMTI

Direction du patrimoine des
Travaux des Services Techniques
et de la sécurité des sites
80, Rue Brochier
13 354 MARSEILLE Cedex 5

ASSISTANCE TECHNIQUE ET ECONOMISTE

Alpha-i & Co Partie prescription
ZI La PALUN - - 57 avenue de NICE
13120GARDANNE

FLUIDES INGENIERIE SERVICES

Partie prescription DET Fluides
Créacti Bât A - 58, Av des Canniers
13400 Aubagne

COMEBAT

Partie DET & OPC
140, chemin de Saint-Martin
13420 GEMENOS

COORDINATEUR SECURITE SANTE DU TRAVAILPhase Conception et Réalisation**SEGULA ENGINEERING France**

Technoparc des Florides
3, Avenue Jacqueline Auriol
Le Floricity Bât B
13700 MARIGNANE
GSM à privilégier : 06 26 78 87 94
vincent.antona@segula.fr

CONTROLE TECHNIQUE

A définir

INSPECTION DU TRAVAIL

55, Boulevard PERIER
13415 MARSEILLE Cedex 20

Tel. 04.91.57.96.81
Fax. 04.91.57.97.88

OPPBTP


10 Place de Joliette
Les Docks Atrium 10.6
13002 MARSEILLE

Tel. 04.91.71.48.48
Fax. 04.91.22.66.64

CARSAT

35, Rue Georges
13386 MARSEILLE Cedex

Tel. 0821.10.13.13

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 7 / 31

ABREVIATIONS

MO : MAITRE D'OUVRAGE
 Moe : MAITRE D'ŒUVRE
 CSPA : COORDONNATEUR SPS
 PGC SPS : PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE
 SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
 PP SPS : PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE
 EG : ENTREPRISE GENERALE
 CP : COMPTE PRORATAS

TERMINOLOGIE


MAITRISE DE CHANTIER:

Toutes personnes assurant l'organisation des tâches, le respect du planning, des horaires de chantier et le respect de la sécurité et de l'hygiène.

(Annexe 1 : ORGANISATION SECURITE DU PROJET)

Liste des lots

	DECOMPOSITION DES LOTS
Lot 1	Démolition/ Gros-Œuvre /Second œuvre /Revêtement de Sols/peinture/ Nettoyage
Lot 2	Portes Automatiques Battantes/Radioprotection/Plombage
Lot 3	Electricité Courants Forts et Faibles
Lot 4	Génie Climatique/ Plomberie/ Fluides Médicaux

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 8 / 31

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

A. PRESENTATION DU PROJET:

- 1) Le Projet de construction de l'Opération **Installation d'un Accélérateur de Particules Batiment E au Rez-de-Chaussée** se déroulera à l'Hôpital de la Timone situé au 264, rue Saint Pierre 13 005 MARSEILLE

La maîtrise d'œuvre sera réalisée par la Direction des Travaux et des Services Techniques de l'APHM. .

Les travaux sont situés dans l'enceinte de l'Hôpital de la Timone avec un environnement général de type hospitalier. Une modification de la circulation devra être mise en place pour que les travaux se déroulent dans de bonne condition et pour éviter toute co activité avec les utilisateurs et le personnels de l'hôpital
Les composantes techniques du projet sont reprises avec précisions dans les pièces techniques afférentes aux marchés d'appel d'offre des entreprises.

- 2) Les travaux se dérouleront dans un délai global définie par le planning, période de préparation comprise ce qui implique la mise en place d'une coordination des tâches générant la co-activité d'entreprises qu'il est nécessaire de maîtriser (interdiction de superposition de tâches, etc....).
- 3) La Maitrise d'ouvrage, au regard du volume Hommes-jours, a décidé que ce chantier sera classé en 2^{er} catégorie au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Le chantier de cette opération est soumis aux dispositions de la loi « Chantiers mobiles et temporaires » N° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application N° 94.1159 du 26 décembre 1994 modifiés par décret du 07/03/2008.

Le PGC sera établi en vue d'intégrer les principes généraux de prévention dans l'organisation de l'opération. Il sera complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des différentes tranches qui le composent, des contraintes successives liées au déroulement des opérations mitoyennes.

Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.


B. DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet va se dérouler en phase définie par le planning de la Maitrise d'œuvre.

C. NATURE DES TRAVAUX DE REHABILITATION ET RENOVATION

L'opération consiste en :

- Mise en place des clôtures (type Heras) et palissade de chantier
- Mise en place de la base de vie
- Désamiantage
- Travaux de démolition
- Travaux de maçonneries
- Travaux d'Electricité courant fort
- Travaux d'Electricité courant faible
- Travaux de VMC et de Plomberie
- Travaux de Peinture
- Travaux de faux Plafond
- Nettoyage et repli du chantier

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 9 / 31

D. ENVIRONNEMENT ET SERVITUDES

Les règles de Sécurité et Sûreté sont appliquées et doivent être scrupuleusement suivies.

Sur le chantier, les règles et procédures mises en place par la Coordination SPS sont applicables.

Toute opération (montage, survol de grue, stockage provisoire, etc...) ou circulation exceptionnelle en dehors de la zone du chantier, devra faire l'objet d'une autorisation écrite (Permis de Travail), d'une analyse de risque et d'un plan de prévention de la part du Maître d'ouvrage.

Toutes opérations dans la zone du chantier mettant en action des techniques, des outils créant un point chaud, poussière.... devront faire l'objet d'une autorisation écrite (Permis de Feu), liée aux analyses de risque intégrées aux PPSPS des Entreprises concernées. Ces Permis seront journaliers et par entreprise, ils seront signés par les marins pompiers de l'hôpital. Tout manquement à cette règle de sécurité primordiales sera immédiatement sanctionné par l'exclusion provisoire ou définitive du site des fautifs.

Toutes les entreprises s'assureront de la propreté du chantier. LP assurera le nettoyage des zones de passage.

De plus la voie d'accès au chantier sera toujours propre et dégagé afin de faciliter s'il y a lieu le passage des secours.

Le chantier ainsi que la Base vie sont totalement non fumeur.

Accès chantier

Le chantier se déroulera en plusieurs phases, les zones de travaux seront indépendantes vis-à-vis de l'Hôpital et de son fonctionnement.

Seules les personnes autorisées auront accès au chantier.

Les entreprises intervenantes donneront une liste du personnel amené à travailler sur ce chantier dans leurs PPSPS et un exemplaire sera donné au MO.

Pour les visiteurs : Ils se présenteront au responsable de l'entreprise visitée. Ils devront être accompagnés en permanence par cette personne et portés leur EPI durant les visites de chantier. Tout travail est interdit.

Pour les livreurs : Pour toutes livraisons, les livreurs devront se rapprocher du responsable de l'entreprise recevant la marchandise. Ce dernier leur indiquera les zones pour décharger ou récupérer du matériel. Tous les livreurs doivent être accompagnés sur le chantier par une personne travaillant sur le chantier. Le port des EPI est obligatoire.


L'ensemble des personnes intervenant sur le chantier (direction et compagnons) devront être équipés des EPI obligatoires pour y accéder. La base vie faisant bien entendu partie intégrante du chantier.

Toutes les personnes travaillant sur le chantier devront suivre les recommandations du service sécurité du chantier et plus particulièrement de la Coordination SPS. Tous manquements à ces règles seront immédiatement sanctionnés par l'exclusion provisoire ou définitive du site des fautifs.

Stationnement

En raison du manque de places de parking, il y aura une zone parking sur ce chantier ou seul 1 véhicule léger sera autorisé par Entreprise. Les Entreprises privilégieront un transport commun pour leurs compagnons. Les autres véhicules seront garés obligatoirement à l'extérieur de l'Hôpital.

Pour les engins des places seront indiquées en fonction des possibilités du chantier. Elles seront définies au préalable par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 10 / 31

Intempéries

Ils seront spécifiés dans le registre journal du CSPS. Ce dernier apportera une attention particulière aux prévisions météorologiques pendant toutes interventions de levages et utilisation de grue.

E. MOYENS ET AUTORITES DONNES AU COORDONNATEUR PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage confère au Coordonnateur SPS autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, entrepreneurs, sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants.

Cette autorité est limitée au domaine de la santé et de la sécurité des personnes, conformément au Code du Travail et règlements associés.

En cas de non-respect des règles définies dans le PGC et les PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le Coordonnateur SPS pourra mettre en demeure l'entreprise titulaire du marché de travaux de remédier sous les huit jours aux manquements constatés ; copie sera transmise au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le Coordonnateur SPS en informera par écrit le Maître d'ouvrage qui statuera sur l'arrêt ou non des travaux.

En cas de danger grave et imminent, le Coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter les travaux d'une entreprise si les règles de sécurité définies par le PGC et les PPSPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, ne sont pas respectées. Le Coordonnateur disposera alors d'un délai de 24 heures pour donner son feu vert au redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax de tout arrêt des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le Registre Journal de la Coordination SPS.

Domaine d'application du PGC

Passage du PGC au Plan de prévention

Vers la fin des travaux, les règles et procédures de sécurité seront adaptés afin de gérer de manière optimale les nouveaux risques propres à la gestion de L'Hôpital de la Timone. L'ensemble de ces règles et procédures feront partie intégrante du PGC.

Lorsque les mises en service des zones seront prononcées, elles seront transférées au maître d'ouvrage. De nouvelles règles et procédures de sécurités seront mises en application par l'exploitation de L'Hôpital de la Timone et un Plan de Prévention sera établi par la direction de l'Hôpital, tandis que le PGC propre à ce projet prendra fin.

F.OBLIGATIONS PARTICULIERES DES INTERVENANTS EN MATIERE DE SPS

1 - Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (Art. L.4531-1 alinéas 1 et 2, L.4531-2) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention IT, CARSAT et OPPBTP (seulement pour le lot Gros Œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au Coordonnateur SPS et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage (Art. L.4532-9, R.4532-57 à R.4532-74).
- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (Art. L.4531-1 à L.4534-1, du code du Travail et décrets non codifiés du 07/03/2008)
- Respecter les obligations issues du Code du Travail, notamment le décret du 8 janvier 1965 modifié.
- Viser le Registre-Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du Coordonnateur SPS (Art. R.4532-38)
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (Art. R.4532-95 et 96)
- Participer à toutes réunions organisées par le Coordonnateur SPS
- Participer aux réunions du CISSCT

2 - Documents à fournir par les entreprises :

- Pour le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage prévu aux Articles L.4532-16 de la loi du 31.12.93 et R.4532-95 et R.4532-96 du décret du 26.12.94, 1 mois avant la fin des travaux
Il a pour objectif de faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures Le DIUO est constitué par le CSPS à partir de données ou documents transmis par le Maître d'Œuvre et les Entreprises. Ainsi, le coordonnateur rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

IMPORTANT :

Tous ces documents permettant la constitution du dossier d'intervention ultérieure seront remis au Coordonnateurs SPS au fur et à mesure de l'avancement du chantier et au plus tard 1 mois avant la réception des travaux, par toutes les entreprises sous le contrôle de la Maîtrise d'œuvre.

G. DECLARATION PREALABLE


La déclaration préalable est envoyée par le Maître de l'ouvrage à l'Inspection du Travail, le Service Prévention de la et à l'OPPBTP.

H. RENSEIGNEMENTS COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

La liste des entreprises titulaires connues à la rédaction du PGC est reprise en préambule et sera complétée suivant les informations que le Maître d'œuvre donnera au coordonnateur SPS, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

I. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

DEMARCHES ADMINISTRATIVES	SERVICES CONCERNES	REALISE PAR :
Demande de renseignements sur les éventuels réseaux		Lot GO Lot électricité Lots Réseaux (gaz, eau, vapeur)
Envoi du PPSPS	- Inspection du Travail - CARSAT - OPPBTP	ENTREPRISE GENERALE et tout autre lot dont les travaux entrent dans la liste des travaux à risques particuliers.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 12 / 31

II. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

A. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

1. Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins (accès, décharge, etc.)

Tous les travaux qui se dérouleront en dehors des zones protégées et à l'intérieur de l'Hôpital de la Timone seront soumis à l'autorisation de la direction de cette dernière en accord avec le MO, le Moe et sous les consignes en terme de sécurité et d'hygiène du CSPS.

2. Par rapport aux piétons

Le chantier sera balisé de façon à gêner le moins possible les malades hospitalisés, les visiteurs et le personnel de l'Hôpital de la Timone.

3. Par rapport aux réseaux à conserver ou à dévier

Lors de ces interventions particulières des réunions spécifiques seront tenues entre la maîtrise d'œuvre, le CSPS et les responsables de l'APHM. Elles pourront donner lieu à l'établissement d'une autorisation temporaire dans des zones spécifiques.

4. Par rapport au terrain (la terre, l'eau,) non Concerné

Pendant le terrassement du terrain, s'il y a lieu de mettre en place de la terre propre, cette intervention sera de la responsabilité du MO. Le rapport du terrassement sera porté à la connaissance du coordinateur SPS pour une insertion dans le DIUO.

5. Par rapport à l'activité voisine

Tous les intervenants du chantier devront prendre toutes les précautions d'usage pour ne pas gêner les activités de l'Hôpital et se conformer aux prescriptions de cette dernière. En cas d'intervention en dehors des zones chantier, la communication avec la direction de l'Hôpital ou d'autres entreprises intervenantes s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS présents sur le chantier.

LES MESURES DE PREVENTION ET LES REGLES DE SECURITES DE L'HOPITAL DE LA TIMONE SONT APPLICABLES EN CAS DE PROBLEMES ENTRE LES INTERVENANTS DU CHANTIER ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT.

RISQUES GENERAUX :

Le personnel travaillant sur le chantier est soumis aux mêmes risques que ceux auxquels sont soumis les malades hospitalisés, les visiteurs et le personnel de l'Hôpital de la Timone.


RISQUE PARTICULIER :

Les travaux seront effectués dans un site hospitalier pouvant de part son activité avoir des conséquences sur le déroulement du chantier.

En cas de déclenchement de l'alerte générale, le personnel intervenant du chantier se conformera aux mesures de sécurité et d'évacuation mise en place par la coordination SPS en accord avec les mesures de sécurité et d'évacuation de l'Hôpital.

En cas d'alerte, les équipes d'intervention (Pompiers) prendront les dispositions qui s'imposeront.

Le plan d'évacuation du chantier sera en adéquation avec celui de l'Hôpital. Chaque responsable des entreprises intervenantes aura à sa charge de donner les instructions et les informations à l'ensemble de leur personnel du chantier.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 13 / 31

B. PRINCIPES DE BASE SUR LE CHANTIER.

Les intérêts d'ordre économique sur le chantier ne peuvent prévaloir sur la sécurité des personnes.

Les entreprises consultées sont tenues de respecter les règles dont la liste NON exhaustive peut-être résumée comme suit :

- Le Code du travail
- Les Directives Européennes relatives à la protection des travailleurs
- Le Respect des Normes Françaises, Européennes, les codes et recommandations de la CARSAT.
- Les règles de l'art

En toute situation, il y a lieu d'appliquer une méthode de travail qui répond à la sécurité de toutes les personnes présentes sur le chantier.

Tout personnel exécutant doit être compétent pour les tâches qu'il exerce.

Tout outillage ou moyen utilisé afin d'accomplir une tâche est adapté à celle-ci et en ordre de fonctionnement dans le respect des règles de sécurité.

L'utilisation des installations, substances dangereuses et équipements de protection se fait de manière judicieuse.

C. SUJETIONS DES CONTRAINTES D'EXECUTION DE L'INFRASTRUCTURE

1. Nature du sol (Chantier non concerne)

Voir dossier Bureau d'Etudes Techniques

2. Fondations

Réalisation des fondations et massifs. Prendre toutes dispositions quant aux réseaux pouvant exister à ces endroits de travaux (DICT).

Aucun forage ne sera réalisé sans étude préalable et sans étude de co-activités sur site.

3. Amiante

Avant toutes opérations le MO devra fournir aux entreprises un diagnostic avant travaux ou avant démolition.


L'entreprise qui effectuera les travaux de désamiantage devra être agréée conformément à la législation en vigueur le personnel devra être formé et habilité à effectuer ce type de travaux.

L'entreprise devra établir un plan de retrait amiante conformément à la réglementation en vigueur qui sera transmis aux organismes de prévention et au Coordonnateur SPS pour validation.

D. ACCES AU CHANTIER

Desserte du site : 246 rue Saint Pierre

LP assurera l'entretien des voies d'accès intérieures et extérieures au chantier, et ce pendant toute la durée du chantier. (Entretien, nettoyage et évacuation).

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 14 / 31

2. Desserte pour le personnel

Le transport collectif du personnel est à privilégier pour ce chantier.

Parking des VL : le stationnement des véhicules privés du personnel et ceux des entreprises se feront à l'extérieur de l'Hôpital, sur la voie publique.

3. Dispositif de guidage et de signalisation

Entreprise du lot LP mettra en place en phase préparation de chantier une signalisation routière permettant d'arriver à l'entrée du chantier, ainsi que les panneaux réglementaires extérieurs et intérieurs au chantier.

Un panneau de stop sera posé à la sortie des installations de chantier.

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours et des consignes à suivre pour accéder au chantier.

Les entreprises devant recevoir des transports exceptionnels en aviseront le CSPS au minimum trois (3) jours ouvrés avant l'arrivée des dits transports de façon à coordonner les possibles déviations de trafic, si nécessaires avec la ville de MARSEILLE en accord avec le MO.

4. Entrée au chantier

- Affichage obligatoire : (panneaux " PORT DES PROTECTIONS INDIVIDUELLES ", " CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC, etc...)

En outre de l'affichage du permis de construire conformément à la loi, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier devra communiquer au Moe, son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse suivant article R 8221-1 du Code du Travail afin d'établir 1 moi avant le début réel des travaux la déclaration préalable du chantier.

Le financement du panneau du chantier sera assuré par le compte proratas.

L'affichage sera réalisé par le LP pour l'ensemble des intervenants à l'entrée du chantier.

Les travaux préparatoires d'accès et de viabilisation du chantier devront être réalisés au plus tard durant la phase préparatoire chantier.


- Contrôle des accès :

Seules les personnes travaillant pour le Maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément connus, sont autorisées à accéder au chantier.

Tout visiteur, de droit comme autorisé, est tenu au port des protections individuelles. Les différentes entreprises feront respecter cette règle à leur personnel, sous-traitants et fournisseurs.

Les entreprises ont l'obligation d'accompagner toutes personnes étrangères au chantier et de l'informer des risques liés à l'activité du chantier.

- Toute personne entrant sur le chantier sera immédiatement accompagnée par l'entreprise concernée et formée (Prévention des risques) aux risques et informée des travaux.
- Les entreprises employant du personnel intérimaire devront s'assurer de leur formation, (livret d'accueil) de leur aptitude au travail demandé et au respect environnemental.
- Les conducteurs d'engins, nacelles, grues etc.... seront munis obligatoirement du CACES et de l'autorisation du chef d'entreprise les employant à conduire les engins.
- Certificat de conformité en cours de validité pour les engins de chantier y compris nacelles, etc....

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 15 / 31

E. INSTALLATION DE CHANTIER

1. Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation définitif sera réalisé par le LP. Il sera à la charge du LP pour toute mise à jour et transmission pendant la durée du chantier.

2. Clôtures

Les clôtures du chantier, (type HERRAS PLEINE CONTRE-VENTEE), seront posées par l'entreprise du lot LP, elle ne doit pas présenter de risques de coupure, accrochage ou autre, et être maintenu en bon état permanent. Elles seront en place pendant la durée totale du chantier.

Des panneaux " CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC " seront apposés sur ces clôtures et sur la périphérie des installations de chantier par le LP

Les clôtures dites « mobiles » sur le chantier seront à la charge du lot LP.

Toutes les clôtures et autres balisage pendant la phase de désamiantage sera assurée par l'entreprise de désamiantage.

3. Stockage des Terres et Gravats

L'ensemble des terres et gravats seront évacuées du chantier. Un stockage éventuel de terre pourra, selon l'avancement du chantier et la place disponible avoir lieu dans une zone définie par la Maîtrise d'oeuvre avec l'accord du Coordonnateur SPS.

F. LES MANUTENTIONS SUR LE CHANTIER

1. Condition de manutention des différents matériaux et matériels

- Les différents engins de manutention (grues automotrices, chariots élévateurs, nacelles etc...) devront pouvoir circuler sur le chantier.
- un chef de manœuvre identifiable sera présent lors des opérations de levage.
- Un dispositif d'alarme visuelle et sonore accompagnera toutes les manœuvres d'engins.

2. Les approvisionnements

Les entreprises devront indiquer le cadencement avec les périodes de livraison. Chaque entreprise gèrera le déchargement dans leurs zones de stockages définies au préalable. (Plan d'installation chantier en annexe)

3. Manutention et levage

Déchargement

Respect de l'accès camions


Les camions de livraisons stationneront sur les aires prévues à cet effet.

Chaque entreprise fournira les informations nécessaires sur la cadence des livraisons et prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter que les transports ne perturbent les accès à la Clinique.

Grues mobiles ou engins de levage

Tous les levages seront soumis à la législation en vigueur.

Les engins utilisés pour le levage devront être conforme à la réglementation et posséder les avertisseurs sonores et lumineux

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 16 / 31

aux manœuvres.

Un chef de manœuvre sera désigné et identifiable pour chaque levage.

En fin de journée, le responsable de l'entreprise sur le chantier et les représentants du MO (entreprise effectuant les levages) s'assureront de la mise en sécurité de ses équipements et matériels.

Utilisation des engins de levage par les autres corps d'état

La conduite d'engins de levage est exclusivement confiée aux conducteurs habilités. (CACES + autorisation de conduite du responsable d'entreprise + habilitation du MO)

Moyens de manutention propres aux entreprises :

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation, afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales.

Chaque entreprise gèrera les livraisons et la manutention de ses approvisionnements.

Les levages, manœuvres et évolutions avec visibilité réduite des engins et camions ne pourront d'effectuer que sous la conduite d'une personne de l'entreprise chargée du guidage (hors du véhicule).

Accrochage sur l'ouvrage de moyens de levage :

Sur demande d'une entreprise désirant installer un dispositif provisoire de chantier pour le levage, la manutention ou l'accrochage, l'entreprise chargée de la réalisation de l'ouvrage support autorisera ou non ces dispositions.

Les demandes d'installation de dispositifs de levage manutention ou accrochage seront transmises au Maître d'œuvre/ MO et au coordonnateur SPS.

Exemple : palans, treuil...

Vérification des appareils de levage :

L'ensemble des installations de levage devra être vérifié conformément aux textes en vigueur, avant leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur sécurité et disponible sur le chantier.

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage devront être détenteurs du CACES.

G. LES ZONES DE STOCKAGE

Délimitation des différentes zones :

Voir le plan de principe d'installation de chantier délimitant les différentes zones par activités.

En phase préparation, les différentes entreprises fourniront leurs besoins qui seront reportés sur le plan d'installation générale, pour mise à jour par le LP en accord avec le Maître d'œuvre et le C/SPS.

Nettoyage des voies

- Le lot LP assurera pendant toute la durée de l'opération, et autant que nécessaire, le nettoyage des voies de circulation.

Délimitation des zones de stockage :


Les matériels et matériaux devront être distribués dans la zone concernée au fur et à mesure des approvisionnements (voir plan de chantier)

L'évacuation des palettes et conditionnement se fera immédiatement après enlèvement des conteneurs.

Celles-ci devront être ordonnées, repérées et nettoyées à la charge de l'Entreprise concernée.

2. Les conditions de stockage :

3. Les produits inflammables, toxiques, polluants seront stockés dans des endroits conformes à leurs caractéristiques. Les

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 17 / 31

entreprises informeront la Moe et le CSPS des produits toxiques qu'elles utilisent. Leur stockage nécessitera une autorisation préalable de la maîtrise du chantier.

4. Les produits dangereux ou dont l'utilisation est restreinte aux spécialistes (ex : traitement chimique) seront stockés dans des endroits clôturés et leurs accès ne devront être autorisés qu'au personnel utilisateur compétent.

5. Les moyens de prévention et d'intervention adéquats seront mis à disposition, à proximité, en quantité suffisante pour parer à tout incident.

Les zones de stockage devront tenir compte de la compatibilité – incompatibilité entre les produits.

Les entreprises communiqueront au CSPS les fiches dangers des produits utilisés ainsi que les mesures de prévention mise en place

Chaque entreprise traitera plus particulièrement ce point dans son PPSPS.

Evacuation des déchets :

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets vers les bennes ou le camion benne mis à leur disposition.

Le lot LP assurera le nettoyage hebdomadaire des circulations et abords

En cas de manquement d'une entreprise, le MO et le Maître d'œuvre ou le coordonnateur pourra demander à une entreprise extérieure de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.

Il est interdit de brûler sur le site.

Matières et substances dangereuses :

La gestion de ces déchets (hors déchets chimiques) sera effectuée par les entreprises sous contrôle du CSPS.

Le coût d'évacuation de ces déchets sera reparti au prorata des entreprises concernées.

Les résidus dangereux ou spécifiques (ex : traitement chimique) seront enlevés et éliminés par les entreprises utilisatrices de ces produits.

Celles-ci devront fournir à la Moe et au CSPS, une attestation de neutralisation de ces résidus par une entreprise spécialisée.

Contaminations, pollution :

Dans un tel cas, il y aura lieu d'avertir la maîtrise du chantier et de prendre les mesures immédiates pour en réduire les effets.

Les frais relatifs à la décontamination des effets de la pollution seront à charge de son responsable

H. NETTOYAGE DE CHANTIER

L'ensemble des circulations intérieures/ extérieures devront être en permanence dégagées et nettoyées.


Les différentes entreprises devront nettoyer leurs zones d'interventions et évacuer leurs gravats quotidiennement jusque dans les bennes (bâchées pour celles contenant des matériaux dégagant de la poussière), mises à disposition par le LP, ces dernières seront évacuées régulièrement. La gestion en terme d'environnement de ces gravas sera faite en respectant le tri sélectif. **ATTENTION ne concerne pas le lot désamiantage, les actions seront définies dans le plan de retrait de ce dernier.**

Pendant le déroulement du chantier des audits réguliers seront effectués soit par le MO, le Moe ou la Coordination SPS afin de garantir que les dispositions prévues soient bien respectées.

Les entreprises ne respectant pas ces règles seront averties par le CSPS et sanctionnées à la deuxième intervention du CSPS.

Le nettoyage sera alors réalisé par une entreprise extérieure à la charge du Compte Proratas.

Il est demandé aux entreprises de respecter l'environnement, en cas de dérives, des actions de nettoyage seront lancées par la Moe ou la Coordination SPS et facturé au Compte Proratas.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 18 / 31

I. OBLIGATION DES ENTREPRISES A L'EGARD DE LEUR PERSONNEL ET DE TOUS LES INTERVENANTS

- Lot désamiantage voir le plan de retrait (si désamiantage).
- Respect des principes généraux de prévention (L 4531-1 du CT)
- Maintien constant des protections collectives
- Fourniture et utilisation des EPI
- Les mesures de protections collectives sur l'ensemble du chantier sont applicables, il est rappelé que le port des équipements suivants, selon la tâche à effectuer, est obligatoire :
- Vêtements de Travail
- Casque anti choc avec sigle de l'entreprise
- Chaussures ou bottes de sécurité
- Lunettes de sécurité si nécessaire
- Gants de manutention
- Gants anti coupure pour les ferrailleurs
- Harnais de sécurité individuel avec double longe si nécessaire
- Masques anti poussière si nécessaire
- Protections auditives si nécessaire

Tous ces équipements doivent être conforme au Code du Travail aux normes françaises CE.

- Information à tous les intervenants des activités de chaque entreprise et par zones

FORMATION ET INFORMATION DES PERSONNELS ET INTERVENANTS SUR LE CHANTIER


Chaque entreprise est responsable de la formation de son personnel ainsi que de l'information des risques inhérents et propres au chantier (prévention)

Toute personne (visiteur, livreur, dépanneur ponctuel) arrivant sur le chantier sera accompagnée par un représentant de l'entreprise sur le chantier.

J. MODALITE D'ACCUEIL DES ENTREPRISES ET DE LEUR PERSONNEL

1. Préalables

- a) Toute entreprise intervenante, y compris ses Sous-traitants, doit avoir reçu l'autorisation du MO, de la Moe.
De plus les entreprises doivent respecter les mesures mise en place par la Coordination SPS et établie dans le PGC.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 19 / 31

2. Procédures d'enregistrement pour entrer sur le chantier

- a) Les procédures d'enregistrement du personnel des entreprises (voir paragraphe accès au chantier).
- b) Chaque entreprise désignera nominativement son représentant sur le chantier c.-à-d. la personne présente de manière continue, ayant une autorité sur les travailleurs et qui sera l'interlocuteur privilégié que peut contacter aisément par la direction du chantier.
Cette même personne aura également autorité auprès des sous-traitants de l'entreprise.
- c) Une visite d'inspection commune sera organisée par le coordonnateur Sécurité Santé du Travail avant l'intervention des différentes Entreprises. Chaque Entreprise viendra avec un projet de Plan de Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

K. LOCAUX DES ENTREPRISES ET DE LEURS SALARIES

Le cantonnement et la Base vie sera installé sur le chantier par LP, ils seront à sa charge selon son plan d'installation.
(Hors éventuelle intervention de désamiantage, les installations pour cette interventions seront mises en place par l'entreprise désignée et conforme au Plan de retrait).

La Base vie du chantier fera l'objet d'une approbation préalable par la Maitrise d'œuvre en accord avec le C/SPS.
Cette Base vie comportera :

- 1 Salle de réunion
- Des modules de vestiaire (avec armoires)
- Des modules de réfectoire (avec bancs, tables, réfrigérateur, chauffes repas, micro onde).
- Des modules sanitaires (WC, Laves main, douches)

Ces Modules seront en nombre suffisant en fonction de l'effectif en période de pointe du chantier.

LP ou une entreprise de nettoyage désignée et à la charge du LP, aura à entretenir les locaux de manière régulière et adapté à la période et à l'effectif du chantier selon la Législation en vigueur. La fréquence de nettoyage sera définie régulièrement en accord avec le Coordonnateur SPS.

Les alimentations en eau et électricité seront assurées par lot LP.
Le raccordement aux EU sera assuré par lot LP.

Chaque Entreprise pourra à installer en accord avec la Maitrise d'œuvre, et le C/SPS des bungalows ou autres nécessaires à son travail (magasin, atelier de préfabrication, administration) selon les possibilités des lieux. Ces locaux seront posés et entretenus par l'entreprise elle-même, sous contrôle du C/SPS.

L. MOYEN DE COMMUNICATION DU CHANTIER

Les Entreprises du chantier s'engageront à fournir à leurs responsables présents sur le chantier de façon permanente un téléphone mobile avec un réseau accessible sur le chantier. Ce compagnon sera défini nominativement sur le PPSPS de la Société. Ces lignes serviront en priorité pour les appels de secours.


La consommation sera à la charge des Entreprises.

Par contre il est rappelé que l'utilisation de ce type de matériel est strictement interdite dans les locaux en activités de l'Hôpital.

M. ELECTRICITE ET BRANCHEMENT RESEAUX DU CHANTIER

Les branchements et les fournitures de coffrets de chantier seront assurés par l'entreprise du lot ELEC.

Un réseau d'eau potable sera mis en service dans les locaux de la Base vie par le lot LP, mis à disposition pour le chantier par le MO.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 20 / 31

Les frais d'eau et d'électricité seront pris en charge par le MO.

Les entreprises indiqueront et justifieront dans leur PPSPS, l'énergie électrique nécessaire à la bonne réalisation de leurs travaux.

Les installations situées en aval des points de connexion et les départs comme désignés au point seront faits et entretenus par chacune des entreprises utilisatrices.

Les armoires de l'entreprise seront réalisées avec des protections normalisées et l'installation vérifiée par un organisme agréé à la charge de l'entreprise.

Les câbles de liaison seront protégés et circuleront soit en aérien, soit en enterré avec des signalisations appropriées. Le choix du cheminement des câbles devra recevoir l'accord du responsable de chantier avant la pose de ceux-ci.

Dans la mesure du possible, la traversée des chemins et voies d'accès se fera de manière souterraine au sein d'un conduit adapté au passage de trafic lourd.

Les mises à la terre seront réalisées et les appareils électriques portatifs seront à double isolation.

Les rallonges électriques seront conformes aux normes en vigueur.

Les disjoncteurs différentiels protégeant le travailleur contre une masse mise accidentellement sous tension seront de sensibilité 30 mA.

Chaque mois, le Responsable Sécurité de l'Entreprise fournira au CSPS un rapport sur l'état des appareils électriques et des rallonges. De plus, tout appareil électrique défectueux ou visuellement endommagé doit immédiatement être réparé ou remplacé.

Les TCE, assureront le branchement depuis l'alimentation laissée en attente et la fourniture et pose des tableaux généraux du chantier.

Depuis ces tableaux seront réalisés :

☞ L'alimentation des locaux de cantonnement

☞ L'installation nécessaire à l'alimentation des différents matériels

Les branchements et les fournitures de coffrets de chantier seront assurés par l'entreprise du lot ELEC

Un réseau d'eau potable sera mis en service dans les locaux de la Base vie par le lot PLOM, mis à disposition pour le chantier par le MO.

Contrôle électrique des installations de chantier

L'installation électrique sera contrôlée par un organisme agréé selon le décret 88-1056 du 14 novembre 1988. (Installation base vie et chantier)

N. ECLAIRAGE DE CHANTIER

L'éclairage interne du chantier sera assuré par l'entreprise du lot électricité.

Les branchements et les fournitures de coffrets de chantier seront assurés par l'entreprise du lot électricité.


O. PROTECTION INCENDIE

Il sera mis en place, par l'entreprise de GO pour les locaux de la Base vie et les entreprises concernées pour les locaux indépendants, des extincteurs appropriés aux différents risques et activités :

- Dans les locaux affectés au Personnel
- Dans les bureaux de chantier
- Dans le cas où un travail présente des risques d'incendie pour l'environnement immédiat (ex : Oxycoupage, soudage).

Dans ce cas, des protections adaptées seront disposées entre les points chauds et les éléments pouvant présenter des risques d'inflammation (couverture laine de roche, panneaux métalliques, etc..).

- Dans les zones de stockage de produits combustibles inflammables.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 21 / 31

Dans les aires de travail, les bâches utilisées seront non-inflammables.

P. PROTECTION COLLECTIVE

Toutes les entreprises favoriseront obligatoirement l'usage de protections collectives sur les protections individuelles.

Dans le cas général où les risques de l'activité du chantier peuvent affecter plusieurs entreprises, l'entreprise de LP est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives sur l'ensemble des ouvrages et de leurs abords pendant toute la durée du chantier.

Dans les cas plus spécifiques où la naissance de nouveaux risques peut incomber à l'activité d'une entreprise, cette dernière mettra en place les moyens de protections les plus adéquats.

L'Entreprise de charpente ou/et d'étanchéité est chargée quant à elle, des protections collectives en toiture et sur toutes autres structures métalliques.

Lorsqu'une Entreprise intervient sur une zone où la protection est en place, elle aura à sa charge le déplacement et la remise en place de cette protection. De plus, elle devra assurer, si nécessaire, les modifications découlant du changement de contexte. Ces travaux se feront en accord avec le CSPS.

Il est rappelé que la mise en place ou la modification d'une protection collective doit se faire avec une protection individuelle appropriée.

Les échafaudages, et d'une manière générale, le matériel d'accès, de protection, de réception de matériaux ou formant une surface de travail devront être conformes à leur destination, à la réglementation et être tenus en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Aux endroits où une protection collective s'avère impossible, l'entreprise chargée de l'exécution du travail assurera selon les possibilités du chantier: l'interdiction d'accès, le balisage, l'information du danger, et l'indication des équipements de protections individuelles obligatoires en accord avec le CSPS.

Généralités

Chaque entreprise dans son PPSPS devra indiquer les protections collectives qu'elle a envisagées.

L'emplacement, le type et l'utilisation des accès provisoires prévus par l'entreprise seront décrits dans le PPSPS et soumis à l'approbation du CSPS.

Elle devra entre autre s'assurer de la stabilité des éléments provisoires tant que l'ensemble n'est pas complètement solidaire en tenant compte de la météo et des chocs possibles.

Montage et Modification


Tous les éléments d'accès et de protection collective définitifs (escaliers, plates-formes, échelles intérieures et extérieures à crinoline, rambardes, etc..) seront montés par les entreprises concernées, aussitôt que l'état d'avancement de la construction le permettra, ceci afin de remplacer au plus vite les protections provisoires.

IMPORTANT : CES ACCES ET PROTECTIONS EN COURS DE MONTAGE SERONT CLAIREMENT IDENTIFIES ET LEUR UTILISATION INTERDITE TANT QUE CEUX-CI NE SERONT PAS COMPLETEMENT FINIS.

Le personnel sera averti de l'interdiction d'utilisation de ces accès par des panneaux ou des barrières bloquant le passage. La finition de ces travaux sera prioritaire pour l'entreprise en charge de ces accès et protections.

En cas de dépose d'accessoires de protection collective de façon temporaire et ponctuelle, les personnels de proximité seront prévenus par l'entreprise et la remise en conformité de la protection sera faite immédiatement après la fin du travail ayant nécessité sa modification.

La mise en place et la vérification des protections collectives et individuelles seront vérifiées par l'entreprise avant l'exécution des tâches.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 22 / 31

Mesures de protection spécifiques. (liste non-exhaustive)

Les tranchées et excavations de toute nature devront être rebouchées dans les délais les plus brefs. (renvoi à la législation concernant l'éclayage éventuel)

Une protection sera installée durant la durée des travaux à un mètre au moins de tous côtés de l'excavation (à la charge de l'Entreprise en charge des travaux) et les protections contre les éboulements seront conformes aux normes en vigueur.

La zone de retrait des caillébottis devra être balisée ou rebouchée à chaque fin de journée de travail

Des crochets d'encrages seront installés par le LP de façon judicieuse afin de faciliter la mise en place des longes de sécurités des « Stop-Chute » et de permettre aux compagnons de travailler dans les meilleures conditions. Cette procédure concerne tous les travaux sur caillébottis.

- L'ensemble des réservations, trémies ou tranchées seront protégées au moyen de garde-corps

Dans le cas où une entreprise devrait déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection suffisante pour l'ensemble des intervenants du chantier. (Personnel en garde)

Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.

Dans le cas de manquement à ces obligations la Maîtrise d'oeuvre ou le coordonnateur pourront demander à l'entreprise générale de réaliser les travaux de mise en sécurité à la charge de l'Entreprise défaillante.

Dès que possible les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Le principe de base est d'assurer la continuité des protections collectives entre le provisoire et le définitif.

Q. PROTECTION INDIVIDUELLE

Toutes les Entreprises veilleront à ce que leur personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuelle adaptés à leur activité.

Concernant les casques de protection, ceux-ci mentionneront : le nom de la personne et de l'entreprise.

R. AUDIT

Chaque Entreprises intervenantes sur le chantier devra obligatoirement faire des audits internes sur différents thème (matériel, sécurité, propreté, etc..), ces derniers devront être remonté au C/SPS.

La régularité et l'honnêteté de cette démarche permettra de faire avancer l'entreprise et le chantier dans les différents domaines choisis.

S. SIGNALISATION

Lors de la préparation du site, les signalisations suivantes seront mises en place par l'entreprise générale :

- A l'entrée principale une signalisation de sécurité chantier et les panneaux obligatoires.

T. PLANNING GENERAL D'EXECUTION

Planning par Phase de Chantier sera mis en place par le MO.

III - LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

A. CANTONNEMENT CHANTIER : 1. Les installations de chantier concernent:

2. Dimensionnement

Installation d'accueil des salariés sur chantiers et base vie suivant fiche professionnelle

OPPBTP N° H3 M 02 97:

Le cantonnement sur le chantier sera dimensionné en fonction de l'effectif maximum prévisionnel. (Moe)

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif maximum prévisionnel. (TCE)

NOTA : la salle de réunion sur chantier sera équipée de tables et de chaises en nombre suffisant pour les rendez-vous de chantier.

Des EPI en quantité suffisante seront prévues pour le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les visiteurs. (Visiteurs formés et accompagnés)

Les horaires de chantier ainsi que la liste des entreprises seront affichés sur le chantier ainsi que les numéros d'appels de secours. Les horaires du chantier seront définis par le MO.

3. Travaux préparatoires

Les attentes eau, assainissement, nécessaires à l'installation de chantier seront réalisées par le LOT Plomberie

4. Incendie

Extincteurs dûment contrôlés et adaptés aux locaux et aux risques fournis par TCE. Ils seront disposés en nombre suffisant aussi bien sur la base vie que sur le chantier.

5. Secours

Tous les chefs d'équipe ou de chantier de chaque Entreprises intervenantes devront être équipés d'un téléphone mobile cellulaire. Les numéros d'alerte et les mesures " En cas d'accident " seront affichés dans la salle de réunion du chantier et dans les bungalows bureaux des Entreprises.

La présence d'un secouriste sur site est rendue obligatoire dès qu'il y a une quelconque activité sur le site.

Rappel : (chaque entreprise principale devra avoir une liste des secouristes opérationnels sur site)

6. Nettoyage et entretien du cantonnement

- le nettoyage quotidien des locaux et l'évacuation des ordures sur le chantier seront assurés par l'entreprise LP ou une Entreprise de nettoyage désignée par ce dernier.

7. Hébergement sur le site

Interdit.

**V - LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES
PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT
LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS
AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE**

Une demande de ligne téléphonique sera faite par LP au près de l'Hôpital ou de France Telecom en phase préparation de chantier, cette dernière sera tirée par LP à partir d'un poste ou poteau France Telecom.

Cette ligne sera dans la salle de réunion à disposition des Entreprises du chantier et servira en priorité pour les appels de secours.

La consommation sera à la charge du compte proratas.

Dans le cas où il y a une impossibilité technique de mettre en service une ligne téléphonique sur le chantier.

Les Entreprises du chantier s'engageront à fournir à leurs responsables présents sur le chantier de façon permanente un téléphone mobile avec un réseau accessible sur le chantier. Ce compagnon sera défini nominativement sur le PPSPS de la Société. Ces lignes serviront en priorité pour les appels de secours.

La consommation sera à la charge des Entreprises.

Par contre il est rappelé que l'utilisation de ce type de matériel est strictement interdite dans les locaux en activités de l'Hôpital.

Cette affiche comportant les numéros de téléphone d'urgences ainsi que les consignes à respecter, afin d'alerter les secours extérieurs.

A. ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des secouristes sur le chantier est d'assurer les premiers soins et d'alerter les secours rapidement.

Les sauveteurs secouristes du travail devront être recyclés annuellement.


Chaque entreprise disposera d'une personne ayant reçue une formation sur la conduite à tenir en cas d'accident.

Chaque entreprise doit disposer sur le chantier d'une TROUSSE DE PREMIER SECOURS avec le contenu minimal suivant :

- 1 Unité (U) Coussin hémostatique (type CHUT)
- 1U Couverture isothermique
- 2 U Sacs plastique de 0,25 m x 0,15 m
- 1U Masque protecteur pour bouche à bouche

Matériel de petits soins

- 20 U Compresse grand modèle (sous conditionnement individuel)
- 10 U Pansement auto-adhésifs (assortiment sous conditionnement individuel)
- 3 x 3 U Bandes gaze élastiques (type nylax) en deux largeurs
- 1 U Bande de toile non extensive pour contention
- 2 U Flacons de 125ml compte goutte pour détergent antiseptique (type Septavon)
- 1 U Sparadrap déchirable
- 1 U Flacon de 125ml liquide de bain oculaire
- 1 U Pince à échardes
- 1 U Paire de ciseaux à bout rond
- 1 U Sachet de 10 gants à usage unique

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 25 / 31

-

Dans le cas d'un accident bénin :

- UTILISER la trousse de secours de l'entreprise
- SE FAIRE AIDER d'un secouriste
- SE RENDRE à l'hôpital

Dans le cas d'accident grave :

- NE PAS TOUCHER au blessé
- TROUVER un secouriste
- APPELER les secours
- DEGAGER les accès
- ELOIGNER les curieux
- GUIDER les secours

Pour appeler les Sapeurs Pompiers :

- **D'une ligne fixe : 18**
- **D'un téléphone portable : 112**

En précisant les informations suivantes :

1. Lieu de l'accident :
2. Causes
3. Nombre de blessés
4. Etat du ou des blessés
5. Ne pas raccrocher en premier et s'assurer de la bonne compréhension des informations données à votre interlocuteur

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. "L'accueil" des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.


- Sauveteurs secouristes de travail (S.S.T.)

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés et recyclés depuis moins d'un an (**1 pour 20 minimums**).

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.

Chaque accident est immédiatement déclaré par l'entreprise, à la sécurité sociale, une copie du formulaire de déclaration sera remise au Moe et au Coordonnateur SPS.

Les entreprises fourniront dans les 48 heures un compte-rendu des circonstances de l'accident au Coordonnateur SPS, et prendront les actions correctives en conséquence.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 26 / 31

B. RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits chimiques présentant un risque d'incendie (à définir dans le PPSPS), le Coordonnateur désignera les zones de stockages particuliers et les conditions d'utilisation.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage
- vestiaires
- réfectoire
- bureaux

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle. Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage
- utilisation de produits inflammables (peintures, résines...)

La procédure d'appel des pompiers du site est identique au point A ci-dessus.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former leurs salariés à l'utilisation des extincteurs.

En cas d'incendies, le repli sera organisé obligatoirement vers un point de rassemblement préalablement définis par le MO en accord avec le CSPS.

IL EST INTERDIT DE FAIRE DU FEU SUR LE CHANTIER

VI - LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Gestion des problèmes et des aléas tout au long du chantier

Toute personne constatant l'absence, un défaut ou l'inefficacité d'une protection, la présence d'un nouveau risque, sera tenue d'isoler provisoirement la zone à risque et d'informer immédiatement la Maîtrise d'œuvre du chantier qui avisera le plus rapidement possible l'entreprise responsable.

Réunions

Réunions de coordination Sécurité

Des réunions de coordination seront organisées au vu du planning d'intervention des entreprises, une fois par semaine. Au cours de ces réunions, il sera examiné si les mesures de protections prévues dans les PPSPS des entreprises sont bien respectées.

Des mesures complémentaires pourront être demandées aux entreprises, s'il s'avère que la sécurité de leur personnel est insuffisante ou que la sécurité d'autres entreprises est mise en jeu.

A l'issue de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé et diffusé au Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et porté sur le « Registre Journal de Coordination ».

Lors de tous déplacements sur le chantier, le coordinateur SPS sera accompagné par le représentant de l'entreprise concernée (Chef de chantier, Chef d'équipe, ou autre responsable).

Les réunions de coordination se feront à fréquence hebdomadaire.

Le Responsable de chantier de chaque entreprise ainsi que son responsable sécurité devront être présents.

Visites inopinées


Des visites du coordonnateur seront réalisées inopinément.

Elles feront l'objet :

- de l'examen des mesures prévues au PGC et au PPSPS.
- de demande de mesures complémentaires si nécessaire
- d'un compte-rendu,
- d'une visite accompagnée.

A. ENTREPRISES DESIGNEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Les entreprises devront rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS). Ce plan devra être diffusé au Maître d'œuvre, CSPS et mis à la disposition des entreprises, avant tout démarrage des travaux.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 28 / 31

B. VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Le Coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toute entreprise titulaire ou sous-traitante, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son intervention sur le chantier.

Cette inspection commune est obligatoire pour les entreprises avant le démarrage de leurs travaux, et aura lieu obligatoirement avant remise du PPSPS.

IMPORTANT : Si le coordonnateur constate qu'une entreprise n'a pas effectué l'inspection commune, il demandera au Maître d'ouvrage de reporter la prestation de celle-ci tant que la situation ne sera pas régularisée (visite et remise du PPSPS).

Le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS veilleront à la visite d'inspection commune préalable aux travaux de chaque entreprise et intervenant.

C .PPSPS DES ENTREPRISES INTERVENANTES

C.1. ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Chaque entreprise désignera nominativement dans son PPSPS le nom, prénom et qualité de la personne responsable sur le site de la surveillance Sécurité quotidienne ou/et du nettoyage (une seule et même personne possible). Les noms de ces personnes seront affichés au même titre que les secouristes brevetés dans le bureau de chantier.

Celui-ci est à fournir avant le début des travaux après avoir signé le registre journal lors de l'inspection commune préalable aux travaux.

RAPPEL : Il est interdit à toute entreprise et personnes de commencer des travaux avant d'avoir effectué l'inspection commune avec le coordonnateur SPS. Les entreprises devront préalablement prendre contact avec le coordonnateur SPS pour la prise d'un rendez-vous.

C.2. Contenu du PPSPS


Suivant articles du décret du 26/12/94 modifié en 2008, art R.4532-75 et -76

Remise d'offre par les entreprises consultées

En ayant pris connaissance du Plan Général de Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé suivant, les entreprises consultées sont tenues d'annexer à leur offre la description du mode d'exécution des travaux qu'elles envisagent (PPSPS = Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé proposé par l'entreprise) ainsi qu'un calcul de prix des mesures collectives et individuelles de prévention imposées par le PGC).

La présentation du PPSPS proposé par l'entreprise adjudicataire respectera la structure suivante :

- Renseignements généraux
- Renseignement concernant l'entreprise
- Analyse de risque pour les travaux concernés : (y compris analyse incendie et toxicité)
 - Les risques prévisibles
 - La description du poste de travail et le matériel utilisé
 - Action à mener en matière préventive
 - Les moyens de protection collectifs d'abord, individuels ensuite
- Hygiène
- Stockage
- Secours :
 - Personnel qualifié (Secouriste – Equipiers d'intervention ?)
 - Matériel disponible

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 29 / 31

C.3. REGLES DE DIFFUSION DU PPSPS

La diffusion du PPSPS est la suivante :

- 1 exemplaire est adressé au Coordonnateur SPS
- 1 exemplaire est adressé à la Maîtrise d'Œuvre
- 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier par l'entreprise pour consultation par la CRAM, l'OPPBTP, La Médecine du travail, les délégués du personnel, l'Inspection du Travail et les entreprises.

- 1 exemplaire est à adresser à l'Inspection du Travail, au service Prévention CRAM et à l'OPPBTP : avec mise à disposition sur le chantier pour la consultation des entreprises

. pour les entreprises chargées du Gros œuvre ou lot principal (GC),

. Pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant liste de l'article L.4532-8 du Code du Travail.

ART. R. 4532-58 - Le Coordonnateur SPS diffuse obligatoirement à toutes les entreprises intervenantes, le PPSPS du lot principal GC (lot 01 réalisant les installations de chantier).

ART. R. 4532-60 - Diffusion à son sous-traitant, d'un document précisant les mesures d'organisation générales que le traitant a retenu (éventuellement son PPSPS) par ce dernier.

ART. R 4532-70 - Diffusion par le lot principal GC, et les entreprises ayant des travaux entrant dans la future liste des travaux à risques particuliers, de leur PPSPS vers l'Inspection du Travail, les Services préventions de la CRAM, le comité régional de l'OPPBTP.

ART. R. 4532-61 - Un exemplaire, doit être tenu à jour et à disposition sur le chantier par les entreprises les ayant établis.

D. SOUS TRAITANCE

D.1. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est soumise à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC, ainsi que si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générale à retenir et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

L'entreprise titulaire du marché et mandataire à l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité de Protection de la Santé à ses sous-traitants, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générales qu'elle a elle même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établira son propre PPSPS.

Aucun sous traitant ne commence ses travaux sans la visite d'inspection commune avec le CSPS.

D.2. DELAI D'ÉTABLISSEMENT DU PPSPS

Le sous-traitant dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la réception, du contrat signé par entrepreneur, pour établir son PPSPS, pour le lot GO, ou entrant dans la liste des travaux à risques.

Ce délai est ramené à 8 jours en cas de Sous-traitance du Second Œuvre, ou travaux à considérer comme tels. Lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie-civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste prévue à l'article L.4532-6 du Code du Travail (travaux comportant des risques particuliers).

D.3. INTERVENTION DE PLUSIEURS SOUS-TRAITANTS

Au cas où un entrepreneur aurait plusieurs Sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres Sous-traitants et de transmettre sur leur demande les PPSPS établis par les autres Sous-traitants.

VII – INTERVENTIONS ULTERIEURES

A. GENERALITES

But : permettre l'intervention des services d'entretien et de sa maintenance dans des conditions maximum de sécurité, en tous lieux et situations, garantissant notamment la protection de la santé.

Ces principes doivent également être mis en action durant la phase chantier

B. DISPOSITIONS GENERALES (Non exhaustives et en relation directe avec le DIUO)

Travaux de génie civil

- Accès aux édifices en hauteur : par nacelles sur sols stabilisés ou en incorporant une échelle à crinoline d'accès.

Travaux en surplomb et sur toiture

- plancher incorporé type « caillebotis » et ancrages de sécurité avec protections collectives
- Ligne de vie permettant l'accès et utilisation d'ancrages de garde-corps pour travaux
- Accès par échelles protégées, escalier avec surplomb d'accès de l'échelle pour la sécurité, moyen d'ancrage immédiat.
- Eclairage normal / Secours à demeure
- Panneaux d'information à demeure des risques environnants
- Protection des lanterneaux par grille anti chute et déplacement des gardes corps à l'ouverture
- Signalisation d'ouverture inopinée par lanterneaux et information
- Balisage des zones de circulation sur Rack ; terrasse, etc...
- Protections collectives adaptées et individuelles.

Travaux sur bassin, station de refoulement, avaloir etc...

Nota : Clôtures obligatoires et possédant un accès sécurisé avec échelle de corde et bouée

Intervention en site de 2 personnes obligatoirement

- Echelle d'accès, ancrages, échange N/S, signalisation et garde corps à demeure
- Protections collectives et individuelles

Travaux en hauteur sur éclairage public

- Mise hors tension (consignation et formation C 18-510)
- Sols stabilisés par nacelle et balisage

Entretien des façades ou accès

- Ancrage à demeure pour amarrage d'échafaudage
- Sols stabilisés
- Signalisation et information des intervenants
- Protections collectives et individuelles


Entretien sur Rack – Réseau Etc...

- Information – Balisage – Eclairage –N/S
- Protections collectives et individuelles
- Signalisation des matériels actifs

Entretien réseaux enfouis – plafond – plancher technique

- Condition d'intervention, balisage et signalisation
- Accès et plateau de travail
- Condition d'intervention à hauteur d'homme à généraliser

Pour toutes ces interventions, un plan d'intervention (DIUO) est établi par le coordonnateur SPS à partir des documents, plan, notice ETC... des entreprises et de la maîtrise d'œuvre qui doivent être remis au CSPS 1 mois avant la fin des travaux.

	Plan Général de Coordination	PRT 10-5
		Page 31 / 31

VIII – ANNEXES

PRESCRIPTIONS DU CLIN : à définir